

Le 20 novembre ne doit pas rester une journée sans lendemains !

Le succès de la grève du 18 octobre a permis au mouvement social de reprendre la main. Succès au niveau des taux historiques de grévistes, mais succès aussi parce que, dans de nombreux secteurs (énergie, RATP, FP, éducation, impôts,...) le 18 a permis un début de convergences et donc fait émerger un mouvement large de contestation de la politique globale de Sarkozy.

C'est le 18 aussi qui a contribué à la réussite des initiatives qui ont suivi : une mobilisation sans précédent à Air France et chez les marins pêcheurs, autour de la question du pouvoir d'achat qui touche l'ensemble des salariés, y compris dans d'autres secteurs du privé comme l'atteste le mouvement des salariés de Conforama. Enfin, le 18 a également facilité la mise en place rapide de la grève unitaire du 20 novembre.

Aujourd'hui, le climat social est **sous tension** : de nombreuses universités sont en grève contre la loi LRU. Les cheminots à la SNCF, mais aussi à la RATP mènent une grève dure; auprès d'eux les 14 et 15 Novembre, l'ANPE, les gaziers et électriciens, et le personnel de l'Opéra de Paris.

Aujourd'hui 20 Novembre, dans l'unité, les fédérations de **la Fonction Publique** et de **l'Education Nationale** sont massivement en grève pour dénoncer les **23000 suppressions de postes pour 2008**, ou des menaces sur les **statuts** (déclaration de Fillon sur l'avenir de la Fonction Publique), ou encore et les **problèmes de pouvoir d'achat**. Et si **la question des retraites** ne figure pas dans la plateforme unitaire, elle n'en est pas moins présente.

Dans l'éducation, nous connaissons des attaques sans précédent :

Les réformes qui se succèdent sont autant de menaces sur l'avenir de l'Ecole : la priorité donnée à « l'après école » au détriment de l'école dans le **dispositif « accompagnement éducatif »**, la mise en place **du nouveau brevet, du socle, et l'expérimentation du livret de compétences**, la **remise en cause d'un collège unique** qui n'a jamais eu les moyens de réellement exister, la **réforme annoncée du lycée**, la **suppression du samedi matin** (et donc la réduction des horaires) dans le 1er degré, le tout sur fond de **suppression à venir de la carte scolaire**, sont autant de projets qui visent une **refonte complète du système éducatif**.

De plus, cette politique de libéralisation de l'Ecole et de casse sociale se double d'une répression brutale et d'un rejet de l'étranger qui tient lieu de politique migratoire : leur chasse aux sans papiers, aux relents idéologiques nauséabonds, a des conséquences dramatiques.

Le gouvernement et le mouvement social ont entamé un bras de fer.

Il s'agit de faire échec à un projet de société régressif en termes de droits et d'acquis sociaux.

L'enjeu est de taille ... L'imposition du dogme libéral n'est pas une fatalité. Le gouvernement dit qu'il ne cèdera pas mais Juppé aussi était droit « dans ses bottes ».

En 2003, il manqué la convergence au bon moment, quand des entreprises du privé entraient en lutte, entre la grève Education Nationale et les autres secteurs notamment les cheminots, dont l'entrée en grève reconductible, attendue, n'est pas venue. Aujourd'hui, nous devons en tirer des leçons et rebondir :

- **Amplifions la campagne d'opinion sur l'Education Nationale initiée avec l'appel « améliorer la réussite scolaire... » : signature de l'appel, organisation de réunions publiques et manifestations réunissant tous les personnels et les parents d'élèves.**
- **Soyons présents sur tous les fronts, et résistons à ce gouvernement répressif, soutenons RESF et les luttes contre la Loi Hortefeux**
- **Cette journée du 20 novembre ne peut pas rester sans suites ! Elle doit très rapidement, dans quelques jours, donner lieu à une nouvelle mobilisation. Discutons, dans les Assemblées Générales, dans les établissements et à tous les niveaux des conditions de cette poursuite et débattons de la reconduction de la grève.**

C'est Ensemble que nous pourrons faire céder le gouvernement !!